

Des travaux et des fouilles inédites vont être lancés au coeur de la Collégiale Saint-Vincent

BELGIQUE
La Libre

La Collégiale de Soignies a besoin d'être entretenue, notamment dans sa partie la plus ancienne. Voici ce qui est prévu.

LORE THOUVENIN

La Collégiale Saint-Vincent domine le paysage sonégien depuis le XI^e siècle. De style roman primitif, c'est un véritable bijou de patrimoine — d'ailleurs repris

fouilles archéologiques sera menée sous les conduites, dans l'une des parties les plus anciennes et encore méconnues de la Collégiale », annonce Fabienne Winckel. Il s'agit du chœur, particulièrement remarquable. Cette mis-



aille la teneur des travaux. © D.C.

FOOT – TOUR FINAL INTERPROVINCIAL

LE SOIR

Soignies attire un nouveau renfort

CTV
ANTENNE CENTRE TELEVISION

Revue de presse du mardi 14 juillet 2026

HISTORIQUE : SOIGNIES EST SACRÉ CHAMPION DE BELGIQUE !

Le Rugby Club Soignies a enfin touché au but. Opposés au BRC en finale des play-offs de D1, les Sonégiens se sont imposés 30-22 au terme d'une rencontre disputée et décrochent un titre qui vient récompenser une saison parfaite.



DT4 – Bibliothèques, ludothèque & EPN

LA GAZETTE
NOUVELLE



27 CELLULES COMMERCIALES **SONT VIDES** RUE DE LA STATION, MAIS « SEULEMENT 3 SONT À LOUER »

Le commerce de centre-ville s'est invité au conseil communal de Braine-le-Comte. Si 27 cellules sont aujourd'hui inoccupées dans la rue de la Station, la Ville assure que seules trois sont réellement disponibles et détaille sa stratégie.

CEDRIC LOBELLE

Les vitrines vides alimentent régulièrement le débat dans beaucoup de villes et communes. Interpellée en conseil communal de Braine-le-Comte par le conseiller Madiane Addi (PS), la majorité a dressé un état des lieux du commerce dans le centre-ville et détaillé les actions entreprises pour tenter de redynamiser la rue de la Station, la principale artère commerciale. Selon l'échevin en charge du Développement économique, André-Paul Coppens, la rue de la Station compte actuellement 103 cellules commerciales, dont 76 sont occupées par des commerces

ou des professions libérales. Les 27 autres sont vides, mais ce chiffre mérite d'être nuancé. « Seulement trois sont à louer ou à vendre », a-t-il souligné. « Le nombre de cellules vides est stable depuis plusieurs années. »

FERMETURES

Pour l'échevin, les fermetures ne traduisent pas nécessairement un manque d'attractivité commerciale. « Les causes sont diverses, mais celles-ci sont plus couramment un départ à la pension, une maladie, une séparation ou un décès », a-t-il expliqué. Autant de situations qui retardent parfois la remise sur le marché des bâti-

ments. À l'instar de ce que faisait l'ADL (Agence de développement local), le nouveau service Développement économique recense les cellules vides et tente d'identifier leurs propriétaires afin de favoriser leur réaffectation. Une mission plus complexe qu'il n'y paraît. « Nous sommes soumis aux exigences du RGPD. Il est devenu très difficile de les contacter directement. Nous devons impérativement identifier des personnes relais et cela demande du temps. »

QUATRE NOUVEAUX COMMERCES GRAND-PLACE

La Ville entend également travailler sur une stratégie



André-Paul Coppens se montre optimiste pour les prochains mois. © D.R./News (Illustration)

plus globale. « Elle est basée sur la transversalité entre services », a assuré André-Paul Coppens. Le service économique collabore notamment avec l'Office du tourisme, le service Urbanisme et la société Up City, qui analysera le potentiel commercial de Braine-le-Comte afin « de nous orienter dans nos prises de décision à long terme. » Deux réunions ont déjà été

organisées avec les commerçants afin de définir des priorités, la prochaine aura lieu en septembre. Enfin, André-Paul Coppens s'est montré optimiste pour les prochains mois. « Quatre nouvelles cellules commerciales ouvriront sur la Grand-Place et six futurs commerçants ont été accompagnés par le service économique depuis le début de l'année. » ■

Le projet de capteurs d'air est relancé : deux bâtiments scolaires en seront dotés

Le dossier des capteurs destinés à mesurer la qualité de l'air avance enfin à Seneffe. Après plusieurs rebondissements avec Écaussinnes depuis près de deux ans, les deux communes collaborent à nouveau ensemble, mais cette fois c'est la commune de Seneffe qui prend la main.

ARNAUD DUJARDIN

Après plusieurs mois d'incertitudes et un aller-retour de la commune voisine dans le projet, le conseil communal de Seneffe a approuvé une convention qui relance officiellement la démarche et offre à Seneffe le pouvoir adjudicateur du futur marché public. « Au début, nous devions avoir un marché conjoint et Ecaussinnes avait pris en charge la première partie concernant l'étude. Puis la commune d'Écaussinnes a fait marche arrière. Nous avons décidé d'avancer seuls. Ensuite, ils ont changé d'avis et nous ont de-

mandé à être réintégrés dans la démarche. », explique Dominique Janssens (Les Engagés), échevine de l'Environnement.

SUR DEUX ÉCOLES

Depuis, plusieurs réunions ont permis aux deux communes de se remettre d'accord sur la répartition des équipements. « La convention fixe désormais le nombre de stations envisagées sur les territoires de Seneffe et d'Écaussinnes ainsi que la prise en charge des coûts. Chaque commune supportera les frais liés au nombre de stations installées sur son territoire », précise-t-elle.

Deux stations fixes seront installées sur les bâtiments des écoles de Familleureux et de Feluy proches du zoning de Feluy où se concentrent des usines, là où l'on trouve notamment un public plus fragile à la pollution. « Ce sont les deux principaux flux qui avaient été identifiés dans l'étude réalisée », précise Dominique Janssens. La commune conservera également la possibilité d'acquérir une station mobile : « Elle pourra être placée sur un bâtiment, mais aussi être déplacée en fonction des besoins ou des plaintes qui pourraient apparaître dans certaines zones du territoire afin de couvrir l'ensemble de la commune. »

MESURES PLUS COMPLÈTES

De son côté, Écaussinnes prévoit l'installation de quatre stations adaptées aux problématiques propres à



Des capteurs sur les toits, explique Dominique Janssens. © AFP archives/DC

son territoire.

« À Écaussinnes, les stations seront installées principalement sur des poteaux et devront donc être autonomes grâce à des batteries. À Seneffe, elles seront placées sur des bâtiments et alimentées directement par ceux-ci. Par contre, nous avons ajouté un anémomètre afin de connaître l'orientation des vents et de mieux interpréter les variations qui pourraient être observées. » La mesure du bruit avait également été envisagée, mais

elle sera finalement étudiée dans un dispositif distinct.

« Les deux sites retenus à Seneffe ont été choisis selon plusieurs critères, notamment la présence d'enfants et la concentration de population. Les écoles de Familleureux et de Feluy resteront les lieux d'implantation. Les gaz analysés sont liés à l'ensemble du zoning de Feluy. Nous conserverons l'ensemble des mesures prévues à ce stade-ci. », conclut l'échevine de l'Environnement. ■

DOMINIC NTOUMOS LANCE UNE ACADEMIE DÉDIÉE AUX MUSIQUES DE CARNAVAL

Le trompettiste Dominic Ntoumos veut transmettre son savoir-faire et sa passion du folklore belge. Dès la fin août, il ambitionne de lancer à La Louvière une académie consacrée aux musiques de carnaval :

« Elle sera ouverte à tous, de 6 à 104 ans, pour tous les niveaux et instruments ».

Faire vivre les airs de Gilles et les musiques du folklore belge auprès des nouvelles générations. C'est le projet que porte aujourd'hui le trompettiste de renommée internationale Dominic Ntoumos. Né à Lobbes d'une romance entre la Belgique et la Grèce, Ntoumos a choisi très jeune la trompette comme moyen d'expression. Après un 1^{er} prix de conservatoire en classique puis en jazz, les expériences s'enchaînent dans différentes cultures musicales qui lui font trouver son univers, mêlant la musique populaire grecque à celle de l'est, des Balkans, du hip-hop, du funk, de l'électro, du drum & bass, ou encore du jazz. Un style remarqué qui le fait voyager et atterrir au Brésil, ou encore à Londres, où il joue et enregistre aux côtés d'artistes internationaux, sur les scènes les

plus prestigieuses, notamment en 2025 avec Manu Chao à Bruxelles et Rotterdam.

On l'a vu également jouer comme un diable au Dour Festival, à Couleur Café, au Montreux Jazz Festival et au Gaume Jazz Festival.

Mais aussi jouer durant plusieurs années le rôle d'un trompettiste grec Kyriakos accompagnant sur scène son ami et humoriste Freddy Tougaux, dont il a coproduit le morceau humoristique « Ça va d'aller ». Aujourd'hui, Ntoumos promeut son

album Planète Terre et s'apprête bientôt à s'envoler pour l'île d'Ikaria en Grèce pour une série de concerts dans un esprit village qu'il affectionne.

L'AMOUR DU FOLKLORE

Mais l'artiste ne renie pas pour autant ses origines belges et son amour pour le folklore local qu'il compte mettre en exergue dès la fin du mois d'août avec une académie consacrée aux musiques de carnaval, en complément des cours d'initiation musicale qu'il dispense déjà à sa Résidence d'Artistes à La Louvière.

« Cette année, j'ai eu l'occasion de refaire

quelques carnivals en Belgique et ça m'a donné cette idée. Je pense que c'est important de promouvoir notre folklore, pas uniquement les airs de Gilles, mais aussi toute la musique folklorique belge », explique-t-il. « Il y a énormément de jeunes qui sont intéressés. Beaucoup veulent apprendre le tambour, la grosse caisse ou les cuivres pour pou-

voir ensuite jouer avec les Gilles et vivre leur passion du carnaval », poursuit-il. Dominic Ntoumos entend appliquer la



méthode qu'il utilise déjà lors de ses cours d'initiation musicale. Le solfège y est abordé de manière ludique, à travers la pratique collective. « Même si on ne sait pas jouer d'un instrument, on apprend tout par le jeu. C'est un peu dans l'esprit Montessori : on apprend parce qu'on est intéressé, sans avoir l'impression de faire du solfège. »

SANS LIMITE D'ÂGE

« Si tu as 104 ans et que tu es toujours en vie, tu peux venir au cours », sourit-il. « Le plus important, c'est la fraternité, partager ensemble et surtout s'amuser. » Les cours seront organisés une fois par semaine. Les percussionnistes et les cuivres travailleront d'abord séparément avant de se retrouver régulièrement pour jouer ensemble, comme dans une véritable société de musique de carnaval. « C'est important que les gens

évoluent
également
en groupe.
L'esprit de

camaraderie est essentiel pour moi. Au carnaval, on joue avec des personnes de tous les âges, alors je veux retrouver cet état d'esprit pendant l'apprentissage aussi. »

Pour le musicien, cette initiative répond également à une demande grandissante. « Beaucoup de jeunes m'ont dit : « Si tu ouvres une école, j'aimerais venir parce que j'ai appris sur internet mais j'aimerais vraiment perfectionner mon instrument. » Je pense qu'il ne faut pas dénigrer les musiques de carnaval et du folklore belge. Il y a un très beau répertoire, mais il faut bien le jouer. » Le projet doit officiellement démarrer le 29 août à la Résidence d'Artistes en deux séances d'une heure à 11 et 14h. Dominic Ntoumos est toutefois toujours à la recherche d'un second local afin de pouvoir accueillir les différentes sections de l'académie dans de bonnes conditions. « J'effectue encore quelques visites de locaux en ce moment ».

Attention, les inscriptions sur réservations par mail sur ntoumos.music@gmail.com seront limitées et une première séance d'initiation sera offerte aux nouveaux participants. « On fera raisonner les airs de gilles toute l'année, on partagera la passion de la musique, du folklore et de la tradition », conclut le trompettiste au souffle divin. ■





53.000 festivaliers à Enghien : « une ambiance qu'on ne retrouve pas ailleurs »

LaSemo n'a jamais autant attiré de monde. Près de 53.000 festivaliers ont foulé les allées du parc d'Enghien ce week-end. Pour Samuel Chappel, ce succès récompense avant tout une expérience devenue unique.

CEDRIC LOBELLE

Près de 53.000 festivaliers ont participé à LaSemo, à Enghien, établissant un nouveau record de fréquentation pour le festival. Une progression qui se confirme d'année en année et qui réjouit son fondateur, Samuel Chappel, bien au-delà du simple chiffre.

« Ce qui nous touche surtout, c'est que c'est la quatrième édition consécutive où la fréquentation augmente. On voit un public qui revient et qui est chaque année plus nombreux », souligne-t-il.

« NULLE PART AILLEURS »

Selon lui, cette réussite s'explique autant par la programmation que par l'expérience proposée en dehors des scènes. Cette année, l'équipe avait volontairement limité les nouveautés afin de peaufiner celles mises en place ces dernières années. Un choix qui semble avoir porté ses fruits.

« Beaucoup de personnes venues pour la première fois nous ont dit qu'elles n'avaient jamais vu un festival comme celui-ci. Même



Julien Doré a mis le feu vendredi avant d'assister au match des Belges, dans son canapé sur la scène ! © BELGA

des artistes habitués à tourner partout nous ont confié qu'ils ne trouvaient cela nulle part ailleurs. C'est une très belle récompense. »

« INCROYABLE JULIEN DORÉ »

Parmi les temps forts, Samuel Chappel retient notamment le concert de Nile Rodgers & CHIC, « un moment de grâce absolu », celui de Vanessa Paradis ou encore les prestations de Xavier Rudd, Keny Arkana, ou Puggy.

« Impossible aussi d'oublier Julien Doré, qui a interrompu son concert pour regarder le 1/4 de finale de la Belgique en coupe du monde avec le public... installé dans un ca-

napé sur scène, en invitant plusieurs festivaliers à partager ce moment avec lui. C'était totalement improbable et d'une générosité incroyable. Les gens avaient le sourire et se demandaient ce qu'ils étaient en train de vivre. »

DES POINTS À AMÉLIORER

Tout n'a cependant pas été parfait aux yeux de Samuel Chappel, qui souhaite déjà améliorer le système de navettes entre les campings, les parkings et le site, en raison du temps d'attente. « Il a été victime de son succès, à cause de la chaleur. »

Il y a aussi l'idée de pour-

suivre les aménagements des espaces de camping « afin de prolonger l'expérience ». L'équipe réfléchit aussi à mieux faire vivre l'ensemble du site dès le vendredi, journée où le public reste davantage concentré sur les concerts.

EN ROUTE POUR LA 20^E ÉDITION

En parallèle, LaSemo a lancé un podcast retraçant l'histoire du festival. Disponible notamment sur Spotify et les principales plateformes d'écoute, il revient sur les coulisses, les réussites, les difficultés et les anecdotes qui ont jalonné son développement.

Après avoir mobilisé quelque 3.500 personnes pour faire vivre cette édition, le festival donne déjà rendez-vous au public les 8, 9, 10 et 11 juillet 2027, pour les 20 ans de LaSemo. « Je suis surtout touché par la confiance du public dans ce projet atypique. On sent beaucoup d'amour et de bienveillance. Cette ambiance, on ne la retrouve pas vraiment ailleurs », conclut Samuel Chappel. ■

Le paradoxe des prix à la pompe : « On est victime des marchés »

Nos raffineries fabriquent largement plus de diesel et d'essence que ce que nous consommons mais les marges restent sous tension.

BENOÎT JACQUEMART

Les soubresauts de la guerre en Iran n'ont pas fini de nous toucher à la pompe. Une des raisons qui expliquent que les prix de l'essence et du diesel à la pompe n'ont pas plus baissé avant la reprise des hostilités, c'est que les capacités de raffinage ont diminué. En Europe et ailleurs : on le voit par exemple avec les bombardements ukrainiens sur les raffineries russes.

CAPACITÉS DE RAFFINAGE

Or, en Belgique, les capacités de raffinage dépassent très largement notre consommation. La majorité du carburant raffiné chez nous est exportée. En 2025, nous expliquait récemment Jean-Benoît Schrans, porte-parole d'Energia (anciennement Fédération pétrolière belge), la Belgique a produit 13,6 millions de tonnes de diesel et de mazout de chauffage, pour une consommation de 8,3 millions de tonnes. Nos raf-

fineries ont également produit 3,3 millions de tonnes d'essence, pour une consommation de 2,8 millions de tonnes. Nous sommes donc largement à l'abri en matière d'approvisionnement. Mais pas de



»
« Les marges
des raffineries
sont sous pression »

Jean-Benoît Schrans
PORTE-PAROLE D'ENERGIA

prix... « Je ne peux pas m'exprimer sur les marges des raffineries », nous dit M. Schrans. « Ces marges sont sous pres-



Ça coûte toujours très cher de rouler en voiture. © Istock

sion. Les raffineries achètent du pétrole brut à des prix très élevés. Elles achètent pour des livraisons deux à trois mois plus tard. Ce qui a été acheté voici deux ou trois mois était très cher.»

Rappelons que la guerre autour du désormais célèbre détroit d'Ormuz a démarré suite à l'attaque israélo-américaine sur l'Iran, fin février. Dans la foulée, les prix du pétrole brut s'étaient envolés, dépassant légèrement la barre des 100 dollars le baril de Brent. Il avait même brièvement dépassé les 120 dollars fin avril. Mais il y a dix jours, il est redescendu aux

alentours de 71 dollars, soit le prix juste avant le début de cette guerre en Iran. Ce lundi, il est remonté aux alentours de 78 dollars.

VICTIMES DES MARCHÉS

En fait, « nous sommes victimes des marchés internationaux », dit encore Jean-Benoît Schrans. « Ces marchés sont eux-mêmes tributaires de la situation géopolitique. Nous n'avons pas de problèmes d'approvisionnement, mais les prix sont soumis à plusieurs facteurs. D'abord les tensions qui augmentent de nouveau, ce qui tire les prix vers le haut,

des marges sous tension, des raffineries qui traitent du pétrole brut acheté il y a trois mois, à un prix très haut. » Peut-on espérer de grosses baisses de prix à la pompe en cas de respect des accords de paix ? Il faudrait déjà qu'ils soient respectés. Mais de toute façon, « on ne maîtrise pas tous les prix même si on a des éléments positifs chez nous, comme nos capacités de raffinage », dit M. Schrans. « Les prix de vente des produits raffinés restent majoritairement tributaires des prix du Brent et de la conversion dollar/euro. » ■

VIGNETTE ROUTIÈRE POUR UN AN

SUISSE	AUTRICHE	SLOVÉNIE
49,95€	106,80€	129,50€

BELGIQUE
Prix selon le véhicule

Avant 2005

2005 et +

Électrique

125€

100€

90€

SUDINFO



LA VIGNETTE ROUTIÈRE DÉJÀ SOUS PRESSION !

Nos voisins néerlandais sont à l'affût de la moindre discrimination, contraire au droit européen, pour la contester. Le gouvernement wallon marche sur des œufs...

La nouvelle vignette routière qui sera d'application en Belgique dès le 1^{er} mai 2027 pour tous les automobilistes, belges et étrangers (90 à 125 € par an selon le type de véhicule) résistera-t-elle aux critiques de nos voisins et surtout, au droit européen ?

Pour rappel, en 2019, l'Allemagne souhaitait aussi lancer une vignette autoroutière, mais elle s'est cassé les dents... À l'époque, suite à une plainte de l'Autriche, la Cour de Justice européenne avait annulé le projet pour cause de discrimination. Elle estimait que la nouvelle vignette allemande pénalisait les conducteurs étrangers et eux seuls. L'Allemagne avait en effet prévu, en parallèle de sa nouvelle vignette, une réduction de la taxe automobile au moins équivalente au prix de la vignette pour les seuls véhicules immatriculés en Allemagne. La Cour avait vu dans cette compensation indirecte une discrimination déguisée : l'effort économique reposait, dans les faits, sur les seuls automobilistes étrangers.

Le match Allemagne-Autriche pourrait inspirer nos voisins néerlandais pour contrer la vignette régionale belge. Dès l'annonce belge, le plus grand quotidien néerlandais, De Telegraaf, titrait : « Les Néerlandais paient le prix fort pour un asphalte de qualité médio-

cre. Une discrimination à l'encontre des Néerlandais se profile ». « Tout obstacle à la mobilité transfrontalière est inacceptable. Le ministre des Infrastructures Vincent Karremans a d'ailleurs fait part personnellement de ces préoccupations au ministre flamand des Finances Ben Weyts en début d'année, plaidant pour des mesures d'atténuation », indique une source officielle du ministère. « Mais je ne vois aucune trace de ces mesures », a déclaré le même ministre Vincent Karremans à la chaîne

Vignette + taxe de circulation : la moitié des automobilistes flamands paieront plus

publique néerlandaise NOS. Le ministère néerlandais rappelle « qu'il ne doit y avoir aucune discrimination à l'encontre des automobilistes étrangers ». « Nous évaluerons les projets au regard de ce principe et resterons en dialogue avec la Belgique concernant l'impact que cela aura sur les automobilistes néerlandais ».

Les Pays-Bas vont-ils engager contre la Belgique (ou plutôt contre ses Régions) un combat juridique comme les Autrichiens l'ont fait contre l'Allemagne ? Ils n'en sont pas encore là, mais la pression est

forte. La menace existe. Et il y a une logique dans tout cela. Car, en présentant cette nouvelle vignette, les gouvernements régionaux (surtout le gouvernement wallon MR-Engagés) n'ont eu de cesse de rassurer « leurs » automobilistes en affirmant que cette vignette routière n'était pas une nouvelle taxe et qu'avec la réforme de la fiscalité automobile, il s'agira d'une opération neutre pour eux.

LA RÉFORME WALLONNE ? DANS PLUSIEURS MOIS

Juste une promesse politique ? Côté wallon, cette réforme de la

fiscalité automobile peine à sortir. On marche sur des œufs. Comment tenir ses promesses et ne pas s'attirer les foudres de l'Europe ? Ce lundi encore, le ministre wallon de la Mobilité François Desquesnes (Les Engagés) indique à Sudinfo que la réforme de la fiscalité automobile wallonne doit encore faire l'objet d'une présentation et d'une concertation avec les services de la Commission européenne. Et que cela prendra quelques mois.

Côté flamand, on est plus avancé. À partir du 1^{er} janvier 2027, en même temps que la vignette routière, une nouvelle taxe an-

nuelle de circulation entrera en vigueur. Elle tiendra compte du poids du véhicule et de ses émissions de CO₂. Le ministre flamand des Finances Ben Weyts (N-VA) a indiqué que « les taxes de circulation en Flandre resteront globalement au même niveau », mais il a admis qu'il y aura des différences selon les situations individuelles. En Flandre, cette réforme ne compensera pas, pour tout le monde, le coût de la vignette. La moitié des automobilistes flamands paieront plus, mais ce supplément sera plafonné à pas plus de 100 € supplémentaires par an. ■

« COMPENSER », LE MOT QU'IL NE FALLAIT PAS PRONONCER...



Dollmont : « La vignette sera compensée... » © FB

Sur les réseaux sociaux, le MR, membre de la majorité Azur au gouvernement wallon, ne s'embarrasse pas de mots compliqués. « Grâce à Adrien Dollmont, la vignette sera compensée par une baisse de la fiscalité automobile », écrit le parti sur son mur Facebook. Un visuel, avec la photo du même Adrien Dollmont, indique en toutes lettres « La vignette sera compensée par une baisse de la fiscalité automobile ». Sans se soucier des conséquences éventuelles que ces mots pourraient avoir en cas de recours d'un

pays étranger contre cette vignette routière. Car c'est bien sur base de cette compensation que la Cour de justice européenne a fait capoter le projet allemand. Instaurer une vignette pour tous, tout en déduisant pour les automobilistes locaux le montant équivalent sur leur taxe de circulation, c'est interdit !

Côté promesse, le président du MR Georges-Louis Bouchez va plus loin encore dans une vidéo consacrée à la nouvelle vignette : « Pas de panique ! Ça ne va pas coûter 1 € de plus, on va réformer la fiscalité automobile, pour la baisser ».

Une gaffe de communication ? D'aucuns minimisent déjà. « Le président du MR n'est pas ministre et ce n'est pas lui qui ira défendre la vignette et la réforme fiscale automobile à l'Europe ! », nous dit-on. Ce sera en effet à Adrien Dollmont à le faire (et il n'y en a qu'un), accompagné du ministre de la Mobilité François Desquesnes (Les Engagés). ■

SÉCHERESSE ET INCENDIES : LA MÉTÉO INQUIÈTE, « ÇA PEUT ARRIVER PARTOUT »

En attendant un (léger) retour de la pluie, la vigilance est plus jamais de mise. La Flandre, elle, passe en code orange.

La météo chaude, avec un vent de nord, nord-est et pratiquement pas de précipitations, est en train de devenir un sujet de préoccupation majeure en Wallonie. Et ce qui se passe en France, à Fontainebleau, où des centaines d'hectares de forêt sont déjà parties en fumée (lire ci-contre), a de quoi nous inquiéter.

TOPO EN WALLONIE

Indépendamment de cette actualité française, un topo spécifique a été organisé ce lundi en Wallonie, nous dit Stéphanie Ernoux, du Cortex (Centre de coordination des risques et de transmission d'expertise). La semaine dernière, trois départs d'incendie avaient déjà été signalés, à Saint-Médard et à Arlon. David Dehenauw, météorologue à l'IRM, nous donne quelques précisions sur la météo à venir. « Il y a quelques risques d'orage très

« Le risque d'incendie ne diminue pas de manière significative »

David Dehenauw
MÉTÉOROLOGUE IRM

localisés pour la fin de la semaine », nous dit-il. « Mais la semaine prochaine, on ne prévoit pas beaucoup de précipitations. La sécheresse va se poursuivre, avec, en plus, un vent de nord-est et nord qui est desséchant. Il faut rester vigilant. » La Flandre est d'ailleurs passée en code orange pour risque d'incendie.

Selon le Cortex réuni ce lundi, des « développements orageux sont attendus durant la nuit de jeudi à vendredi et surtout la journée de vendredi. Les précipitations resteront cependant localisées sur la Wallonie. On attend entre 5 et 10 millimètres de précipitations. »

Mais le risque d'incendie est-il en augmentation en Wallonie ? « On a eu un feu naturel dans les dunes à la côte », poursuit M. Dehenauw. « Ça peut arriver partout. » Et même si le météorologue estime qu'il n'est pas de son ressort d'alerter sur la possibilité d'incendies, il note que tant qu'il n'y a pas beaucoup de précipitations, « il faut rester très attentifs. Le risque d'incendie ne diminue pas de manière significative ». Un euphémisme !

RISQUE ÉLEVÉ

« La tendance à la sécheresse reste », dit Stéphanie Ernoux. Concrètement, « pour les milieux ouverts, nous sommes aujourd'hui à un niveau de risque élevé. Dès ce mardi 14 juillet, le niveau de risque passera à modéré sauf pour le Luxembourg où il reste élevé. Pour le reste de la semaine, le niveau de risque sera modéré

en fonction du passage des précipitations. En milieux forestiers, le niveau de risque est modéré et aura tendance à s'atténuer suite aux précipitations annoncées mais cet effet bénéfique ne sera que de courte durée. De plus, on constate que la végétation vivante commence à s'assécher en de nombreux endroits ce qui accroît le risque de départs de feux. Certaines zones de secours ont connu des départs de feu de broussailles ou de champ durant le week-end, heureusement sans gravité. Globalement, la situation reste donc à risque pour les prochains jours », indique le Cortex. Les agents DNF continueront de patrouiller. Et pour prévenir les risques d'incendie, le Service public de Wallonie (SPW) rappelle ses recommandations, dont certaines sont devenues des interdictions prononcées par les gouverneurs des provinces wallonnes. Ainsi, il est formellement interdit d'allumer du

feu en forêt. « Ne jetez jamais de mégots de cigarette, y compris par la fenêtre de votre voiture », rappelle le SPW. Un geste que l'on a encore pu voir ces derniers jours : c'est criminel.

« Évitez de garer une voiture dans les hautes herbes, qui peuvent s'enflammer au contact du pot d'échappement, ne brûlez pas de déchets verts à moins de 25 m d'une forêt (et pour rappel à moins de 100m d'une habitation) et prévoyez toujours de quoi éteindre le feu (ex. : tuyau d'arrosage à proximité) », poursuit le SPW. Ajoutons que certains arrêtés communaux peuvent être plus restrictifs. Renseignez-vous dans votre commune.

Autres recommandations du SPW : « Redoublez de prudence lors de travaux avec des outils produisant des étincelles ou de la chaleur (ex. : disqueuse, décapeur thermique), soyez très vigilants avec les barbecues : placez-les loin de toute végétation inflammable (comme des haies) et prévoyez un moyen d'extinction, suivez les consignes des autorités locales en matière de manifestations diverses (feux d'artifice ou autres). » ■

Déjà des restrictions d'eau dans des communes depuis fin juin

L'autre préoccupation avec cette sécheresse, c'est l'eau. Une réunion d'évaluation se tient ce mardi. Mais, en consultant la carte des cours d'eau du SPW (Service public de Wallonie), on constate que la navigation en kayak est interdite pratiquement partout. Un signe que le niveau des cours d'eau est très bas. Mais qu'en est-il d'éventuelles restrictions ? Une nouvelle réunion de la « cellule sécheresse » wallonne aura lieu ce mardi mais d'ores et déjà, la situation est sous surveillance. Même si, heureusement, les nappes phréatiques se sont bien rechargées en hiver.

« Avec la saison, on note une augmentation de la consommation d'eau », dit Stéphanie Ernoux. « Les nappes de calcaires et grès du Condroz ainsi que la Callestienne et Famenne ont une tendance marquée à la baisse. Dans les autres nappes, c'est une vidange



Gare aux restrictions dans les communes. © Archive Photo News

classique pour cette période de l'année. » Dans les communes touristiques, il faut être deux fois plus vigilant concernant la consommation.

RESTRICTIONS COMMUNALES

S'il n'y a pas encore d'interdictions en vue, des communes ont déjà pris des mesures de restriction, comme Manhay (restriction de l'utilisation d'eau potable depuis juin) ou Léglise (arrosage des cours et pelouses, nettoyage des terrasses, trot-

toirs, sentiers, rues et rigoles, nettoyage des véhicules, notamment). Même genre de mesure à Bouillon, il est interdit d'arroser son jardin entre 11h et 18h (sauf les jardinières...), de laver sa voiture ou son trottoir.

Pour le reste, on a plutôt demandé de consommer l'eau de manière raisonnée. Dans sa dernière communication, le Cortex indiquait que des communes comme Rochefort, Rouvroy, Tournai, Pecq, Antoing « font l'objet de surveillance et rappels aux bons usages ». Des mesures de bon sens comme ne pas arroser son potager au plus fort de la journée ou d'éviter de remplir sa piscine pour le moment ont été demandées par Aquawal (Union professionnelle des opérateurs publics du cycle de l'eau). Aquawal qui appelle aussi à limiter l'arrosage des terrains sportifs, le nettoyage des voiries, des véhicules et équipements. ■

LE SOIR

en Belgique L'appel des pompiers à la population face aux départs de feux qui se multiplient



BENOÎT JULY

Il aura suffi de quelques jours, sur un terrain rendu favorable par la précédente vague de chaleur, pour que les risques d'incendie explosent, y compris en Belgique. Les trois conditions les plus redoutées par les pompiers sont en effet réunies : une température supérieure à 30 degrés, un taux d'humidité inférieur à 30 % et un vent d'une vitesse supérieure à 30 km/h.

« Dès qu'un feu se déclare, le temps est notre pire ennemi », souligne le colonel Philippe de Wergifosse, à la tête de la zone de secours Dinaphi (22 communes sur les arrondissements de Dinant et Philippeville), fortement sollicitée ce week-end. « Selon la rapidité avec laquelle on intervient, on est

Un pompier belge en action dans un parc près de Maasmechelen ce lundi.

© BELGA

face à un simple départ de feu que l'on parvient à circonscrire avec une seule équipe ou on est confronté à un incendie qui, ayant déjà embrasé plusieurs hectares, va requérir la mobilisation de moyens beaucoup, beaucoup plus importants. »

Mieux vaut une fausse alerte

Son message à la population, qui est bien évidemment valable ailleurs qu'en région namuroise, est donc double : d'abord et avant tout, éviter les imprudences comme jeter un mégot de cigarette en pleine nature par exemple, et ensuite prévenir les secours à la moindre fumée suspecte. « Il vaut mieux une fausse alerte qu'une alerte tardive, c'est une certitude », appuie-t-il.

C'est d'ailleurs afin de répondre au plus vite à ces alertes que des pompiers volontaires sont désormais prépositionnés en caserne, dans le cadre de gardes dites « sous-toit ». La différence ? C'est le quart d'heure requis en temps normal pour appeler des volontaires de permanence à domicile et leur permettre de s'équiper pour partir en intervention. « C'est un quart d'heure qui fait la différence », souligne notre interlocuteur.

C'est aussi un quart d'heure qui a un coût, car un pompier volontaire s'étant déclaré disponible à domicile n'est payé que s'il part en intervention, alors

qu'il est rémunéré pendant la durée de sa garde sous-toit. Quand on sait que, dans cette zone, il y a 85 professionnels pour 400 volontaires, l'équation budgétaire n'est pas simple à résoudre. Elle ne l'est pas davantage sur le plan logistique, compte tenu du fait que, période de congés oblige, la disponibilité des effectifs est évidemment limitée.

Orages, tempêtes, incendies

De quoi redouter le pire dans les jours à venir ? « Nous sommes prêts, et avons acquis, grâce à la coopération des pompiers belges avec leurs collègues français, une meilleure expertise dans la gestion des incendies en milieu naturel », assure le commandant de la zone Dinaphi. « Mais il n'y a pas de miracle : nous avons certes douze postes répartis sur notre zone, mais celle-ci a la deuxième superficie la plus étendue en Belgique. Et puis, nos équipes sont vraiment sous pression : il y a quelques semaines, c'étaient les tempêtes, les orages et des rues inondées, désormais ce sont les incendies... »

Autant de sinistres qui, à l'évidence, sont appelés à se multiplier à l'avenir, leur survenance étant accentuée par le réchauffement climatique. « Lors de la dernière canicule en juin, nous avons dû gérer douze départs de feu en espace naturel en l'espace de cinq jours seulement, ce qui est totalement inédit », constate Philippe de Wergifosse. Autant de feux qui n'ont heureusement pas pris l'ampleur de l'incendie en forêt de Fontainebleau, mais qui témoignent que ce risque-là est bel et bien à nos portes, désormais.

La Libre BELGIQUE

■ Cinq ans après les inondations, la ville de Limbourg tente de se reconstruire plus résiliente. Face aux aléas climatiques, le niveau de préparation des communes reste inégal.

Traversée par la Vesdre, la ville de Limbourg, en province de Liège, a été l'une des localités les plus fortement touchées par les inondations de juillet 2021. Au total, plus de 2 500 habitants y ont été sinistrés. Dans toute la ville basse, l'eau est montée à un mètre cinquante, parfois plus. Des dizaines d'habitations ont été traversées par les eaux, obligeant la population et les autorités communales à réagir à une crise pour laquelle elle n'était pas préparée.

Afin d'éviter que pareil scénario ne se reproduise, le centre de la ville est aujourd'hui en cours de transformation. Tout un quartier, historiquement situé en bord de Vesdre, a été rasé. *"Cet endroit deviendra une zone verte qui fera office d'îlot de fraîcheur en cas de fortes chaleurs. Les murs qui contiennent la Vesdre seront détruits pour reconstruire une berge à pente douce afin que la rivière ait de la place pour déborder sans causer de dégâts"*, explique Valérie Dejardin (PS), la bourgmestre de Limbourg. Un changement radical qui n'est pas facile à vivre pour tous les Limbourgeois. Environ 300 personnes ont dû être expropriées suite aux événements de 2021.

Lente reconstruction

Cinq ans après, une partie de la reconstruction est toujours en cours aussi bien dans les bâtiments publics que dans certaines habitations. *"Nous vivons dans une ville en chantier"*, déplore Valérie Dejardin. La faute aux procédures de

marché public et aux études de la Région wallonne qu'il a fallu attendre avant de pouvoir commencer les travaux. Plusieurs transformations ont toutefois pu être finalisées. L'administration communale, le CPAS, la caserne des pompiers, les centres sportif et culturel ainsi que deux des trois écoles de la commune sont désormais opérationnels.

Pour les besoins de l'industrie textile qui faisait autrefois vivre la commune, le tracé du "Ruyff", un affluent de la Vesdre qui s'y jette à Limbourg, avait été modifié afin de passer sous la ville. *"Aujourd'hui, ces industries ont fermé. Il n'est donc plus nécessaire de rediriger le Ruyff. Nous avons donc rouvert la rivière pour lui permettre de retrouver son tracé originel"*, détaille Valérie Dejardin. Il suffit de se promener aux abords du cours d'eau pour se rendre compte de l'ampleur de ce changement. Au lieu de s'enfoncer sous la ville, le Ruyff coule désormais à ciel ouvert et en quasi-ligne droite vers la Vesdre, au milieu de berges de pierre dessinant une légère pente.

Un peu plus loin, les rénovations de la salle d'activités de la commune touchent elles aussi à leur fin. Le bâtiment se veut résilient si des inondations devaient se reproduire. Les installations critiques, comme la chaudière, ont été placées en hauteur. Le sol et les murs sont désormais en béton, plus résistant à l'eau. Le parking est quant à lui recouvert de graviers permettant ainsi d'absorber l'eau. *"Chaque goutte d'eau qui tombe sur une parcelle doit y rester. La même logique est appliquée aux bâtiments privés"*, explique Valérie Dejardin.

Il reste néanmoins du travail avant que la ville soit prête à faire face aux aléas climatiques qui pourraient frapper la Belgique dans les années à venir. *"Nous développons notre culture du risque pour que les citoyens adoptent les bons réflexes. Beaucoup sont formés à la gestion de crise et les élèves de la commune sont formés aux premiers secours"*, précise Valérie Dujardin. Il est

important de mettre en place davantage de collaboration, notamment avec les communes en amont. Certaines de leurs décisions peuvent avoir un impact considérable sur notre ville."

Une préparation variable face aux risques

Si la commune de Limbourg – comme les autres communes frappées par les inondations de 2021 – est plutôt bien préparée aux aléas climatiques du futur, d'autres tardent à prendre les devants. Le centre d'analyse des risques liés au changement climatique (Cerac) publie ce lundi un nouveau rapport analysant l'état de préparation des communes face au changement climatique.

D'après celui-ci, trois aléas climatiques principaux sont au cœur des préoccupations des communes belges. Les vagues de chaleur, les inondations et les épisodes de sécheresse. Face à ceux-ci, certaines communes agissent déjà, notamment en végétalisant leur centre urbain ou en mettant en place des bassins de rétention d'eau, mais doivent accélérer leurs mesures, pointe le rapport. *"Le niveau de préparation est très inégal et varie fortement d'une commune à l'autre. Très souvent, celles-ci se trouvent pourtant en première ligne face aux risques climatiques"*, explique Aurore Brunson, experte pour le Cerac.

D'après le Cerac, plusieurs mesures devraient être prises pour permettre aux communes de mieux s'outiller. Cela passe par un renforcement des moyens accordés aux communes, notamment financiers, ou encore par une stratégie de gouvernance *"plus cohérente"*. Aujourd'hui, les compétences liées au climat sont partagées entre plusieurs niveaux de pouvoirs. Le Cerac appelle ainsi à clarifier les responsabilités de chacun et à encourager les approches supra-communales. *"Les risques climatiques ne s'arrêtent pas aux limites des communes, il est important qu'une coordination puisse être mise en place et que celle-ci soit encouragée"*, ajoute Karim Sheikh Hassan, directeur adjoint du Cerac. Face à l'urgence climatique, le Cerac espère que ces recommandations parviendront à faire écho auprès des différents gouvernements impliqués.

Louïs Dominé

Un bassin d'orage pour retenir les eaux et restaurer la biodiversité

Trois fois par an, la Rhée sort de son lit et inonde le village de Meeffe, en province de Liège. Il y a cinq ans, lors des crues importantes qui ont frappé toute la Wallonie, l'eau a monté et a débordé de 80 centimètres. Les stigmates sont encore visibles sur les façades de certaines habitations. L'une des raisons de cette montée des eaux est le pont sous lequel passe la Rhée. Un édifice de petite taille qui ne laisse que peu de volume à l'eau pour s'écouler.

Pour éviter que de telles inondations ne se reproduisent, il est nécessaire d'agir en amont. Depuis mars, les pelleteuses s'activent dans les campagnes de Hesbaye pour creuser trois bassins d'orage. Le projet ne date pourtant pas d'hier, cela fait plus d'une vingtaine d'années qu'il est dans les tiroirs de la Région wallonne, dans le cadre d'un plan d'aménagement foncier.

80 000 mètres cubes d'eau

En tant que fonctionnaire dirigeant, Marc Rulkin supervise le projet pour la Région wallonne. Ce dernier est également conseiller communal sur la liste du bourgmestre de Héron, en province de Liège. Il passe la quasi-totalité de ses journées sur le

chantier et connaît le terrain comme sa poche. Au total, trois bassins d'orage sont en cours d'aménagement sur le passage de la Rhée. *"Ces zones d'immersion peuvent contenir jusqu'à 80 000 mètres cubes d'eau"*, explique Marc Rulkin. Cela représente l'équivalent de 32 piscines olympiques. *"Ces bassins laissent passer un mètre cube d'eau par seconde, l'objectif est donc qu'ils puissent être vidés en 12 à 24 heures afin de pouvoir se remplir à nouveau si plusieurs épisodes de pluie devaient s'enchaîner."* Devant chaque bassin, une digue a été érigée pour retenir les eaux. Un important espace vide est laissé pour permettre aux zones d'immersion de déborder.

Restaurer la biodiversité

Si, dans l'imaginaire collectif, les bassins d'orage peuvent ressembler à d'immenses structures bétonnées, cela ne sera pas le cas ici. *"Étant donné que les bassins sont placés sur le tracé du ruisseau, ceux-ci seront en permanence des zones humides. Cela représente une occasion de restaurer la biodiversité. Ces zones attirent des insectes, mais également des oiseaux venus s'y*

abreuver. Tout au long du projet, nous avons réfléchi au meilleur moyen d'avoir un maximum de biodiversité." L'un des bassins sera d'ailleurs complètement fermé au public afin de garantir la quiétude des animaux et des végétaux qui s'y trouveront.

Les deux autres bassins d'orage auront eux aussi une mission propre, outre celle de protéger le village des inondations. L'un servira d'observatoire à oiseaux, l'autre de zone d'excursion et de découverte pour les écoles avoisinantes.

"Nous avons réfléchi au meilleur moyen d'avoir un maximum de biodiversité."

Marc Rulkin

Fonctionnaire dirigeant du SPW

"Même si le chantier n'est pas encore terminé, un photographe animalier est déjà venu se poster aux abords d'une des zones d'immersion; il y a observé des oiseaux qu'il n'avait jamais vus dans la région auparavant", plaisante Marc Rulkin.

Ces travaux d'ampleur sont financés majoritairement par la Région wallonne avec une participation de la commune de Wasseiges. Le chantier devrait être terminé d'ici la fin de l'année 2026 après une grosse opération de plantation prévue avant le mois de novembre.

L. Dom.